

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/206817]

21 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal remplaçant l'annexe "Contrat de travail ALE" de l'arrêté royal du 13 juin 1999 fixant un modèle de contrat de travail ALE et portant exécution de l'article 17, 3°, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE, l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1999 fixant un modèle de contrat de travail ALE et portant exécution de l'article 17, 3°, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE;

Vu l'avis 62.509/1 du Conseil d'État, donné le 15 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 13 juin 1999 fixant un modèle de contrat de travail ALE et portant exécution de l'article 17, 3°, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE, l'annexe "Contrat de travail ALE", telle que remplacée par l'arrêté royal du 13 mars 2011, est remplacée par l'annexe "Contrat de travail ALE", jointe au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et s'applique aux contrats conclus à partir de cette date.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 7 avril 1999,  
*Moniteur belge* du 20 avril 1999.  
Arrêté royal du 13 juin 1999,  
*Moniteur belge* du 3 juillet 1999.  
Arrêté royal du 13 mars 2011,  
*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> avril 2011.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/206817]

21 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot vervanging van de bijlage "PWA-arbeidsovereenkomst" van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot vaststelling van een model van de PWA-arbeidsovereenkomst en tot uitvoering van artikel 17, 3°, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst, artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot vaststelling van een model van de PWA-arbeidsovereenkomst en tot uitvoering van artikel 17, 3°, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst;

Gelet op advies 62.509/1 van de Raad van State, gegeven op 15 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot vaststelling van een model van de PWA-arbeidsovereenkomst en tot uitvoering van artikel 17, 3°, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst, wordt de bijlage "PWA-arbeidsovereenkomst", vervangen bij het koninklijk besluit van 13 maart 2011, vervangen door de bijlage "PWA-arbeidsovereenkomst", gevoegd bij dit besluit.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018 en is van toepassing op de arbeidsovereenkomsten gesloten vanaf die datum.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
K. PEETERS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 7 april 1999,  
*Belgisch Staatsblad* van 20 april 1999.  
Koninklijk besluit van 13 juni 1999,  
*Belgisch Staatsblad* van 3 juli 1999.  
Koninklijk besluit van 13 maart 2011,  
*Belgisch Staatsblad* van 1 april 2011.

## Annexe

Annexe à l'arrêté royal du 21 décembre 2017 remplaçant l'annexe "Contrat de travail ALE" de l'arrêté royal du 13 juin 1999 fixant un modèle de contrat de travail ALE et portant exécution de l'article 17, 3°, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE

## Contrat de travail ALE

Entre :

[1]

, ci-après dénommé le travailleur

et:

[2]

, ci-après dénommé l'employeur

Il est convenu ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Le contrat de travail ALE est un contrat à durée indéterminée par lequel le travailleur s'engage à effectuer sous l'autorité de l'employeur et contre rémunération, des prestations de travail que l'on ne trouve pas sur le marché du travail régulier.

Le présent contrat est soumis aux dispositions de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE ainsi qu'aux réglementations applicables au sein de l'entité fédérée compétente.

Des prestations de travail dans le cadre du présent contrat ne peuvent être accomplies que pour autant que le travailleur soit toujours dans les conditions fixées par la réglementation applicable pour effectuer des prestations de travail dans les liens d'un contrat de travail ALE.

A titre d'information du travailleur, les réglementations applicables ou un résumé de celles-ci sont obligatoirement annexées au présent contrat de travail.

**Article 2.** Le travailleur est engagé afin de prester les activités suivantes: .....

**Article 3.** La durée maximale des prestations est de...

**Article 4.** Le montant de la rémunération octroyée au travailleur par heure de travail entamée est de...

**Article 5.** Le travailleur, l'employeur et l'utilisateur se doivent le respect et des égards mutuels pendant l'exécution du présent contrat.

Ils sont tenus d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs pendant l'exécution du présent contrat.

**Article 6.** Le travailleur a l'obligation:

1° d'exécuter son travail avec soin, probité et conscience, au temps, au lieu et dans les conditions convenus;

2° d'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés en vue de l'exécution du contrat par l'employeur ou l'utilisateur;

3° de s'abstenir, tant au cours du contrat qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de son activité professionnelle;

4° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle de l'employeur, de l'utilisateur ou de tiers;

5° de restituer en bon état, à l'employeur ou à l'utilisateur, les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiés pour l'exécution de sa prestation de travail.

**Article 7.** En cas de dommages causés par le travailleur à l'employeur ou à des tiers, y compris l'utilisateur, dans l'exécution de son contrat, le travailleur ne répond que de son dol ou de sa faute lourde.

**Article 8.** Le travailleur n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

**Article 9.** L'employeur a l'obligation:

1° de faire travailler le travailleur dans les conditions, au temps et au lieu convenus et s'il échet, en veillant à ce que les instruments et matières nécessaires soient mis à la disposition du travailleur par l'utilisateur;

2° de veiller à ce que la rémunération soit payée aux conditions et au temps convenus;

3° le cas échéant, de veiller à une formation adaptée.

**Article 10.** Dans le cas où, dans le cadre de la prestation de travail, des instruments et du matériel doivent être mis à la disposition du travailleur par l'utilisateur, ce dernier doit veiller à ce que ces instruments et matériel soient en bon état.

**Article 11.** L'employeur et l'utilisateur doivent veiller en bon père de famille à ce que le travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé du travailleur.

**Article 12.** L'exécution du présent contrat est suspendue dans les cas prévus par la loi du 7 avril 1999 relative aux contrats de travail ALE, notamment:

- des événements de force majeure, lorsqu'ils ne font que suspendre momentanément l'exécution du contrat de travail ALE;

- pendant les périodes de congé et d'interruption de travail;

- pendant les périodes de vacances annuelles du travailleur;

- à l'occasion d'événement familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiles, en cas de comparution en justice et pour des motifs impérieux tels que déterminés par le Roi;

- pendant le temps où le travailleur s'absente du travail pour répondre à une offre d'emploi;
- lorsque le travailleur ALE est dans l'impossibilité de fournir son travail par suite de maladie ou d'accident.

Le travailleur s'engage à avertir l'utilisateur immédiatement de cette suspension.

**Article 13.** Aucune rémunération n'est due pendant les périodes de suspension du présent contrat.

**Article 14.** Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, les engagements résultant du présent contrat prennent fin:

1° par la mort du travailleur;

2° par force majeure;

3° par la volonté de l'employeur ou du travailleur suivant les modalités rappelées à l'article 15 du présent contrat;

4° lorsque le travailleur ne répond plus aux conditions pour effectuer des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail ALE.

**Article 15.** Le présent contrat peut être résilié par l'employeur ou par le travailleur moyennant un préavis de 7 jours prenant cours le lendemain de la notification.

La notification du congé doit être faite par la remise d'un écrit à l'autre partie.

Toutefois, dans le cas où le travailleur a trouvé un autre emploi, le présent contrat peut être résilié sans préavis.

Lorsque la notification du congé émane de l'employeur, l'écrit doit comporter le motif de la rupture.

**Fait à....., le....., en deux exemplaires.**

**le travailleur**

**l'employeur**

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 21 décembre 2017 remplaçant l'annexe "Contrat de travail ALE" de l'arrêté royal du 13 juin 1999 fixant un modèle de contrat de travail ALE et portant exécution de l'article 17, 3°, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

Notes

[1] Pour l'identification du travailleur : voir art. 4, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 1<sup>er</sup> tiret, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE

[2] Pour l'identification de l'employeur : voir art. 4, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 2<sup>ème</sup> tiret, de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE

Bijlage

Bijlage bij het koninklijk besluit van 21 december 2017 tot vervanging van de bijlage "PWA-arbeidsovereenkomst" van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot vaststelling van een model van de PWA-arbeidsovereenkomst en tot uitvoering van artikel 17, 3°, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst

PWA-arbeidsovereenkomst

Tussen:

[1]

.....  
, hierna de werknemer genoemd

en:

[2]

.....  
, hierna de werkgever genoemd,

wordt het volgende overeengekomen:

**Artikel 1.** De PWA-arbeidsovereenkomst is een overeenkomst voor onbepaalde tijd waarbij de werknemer zich verbindt om, onder gezag van de werkgever en tegen loon, arbeidsprestaties te verrichten die men niet aantreft in de reguliere arbeidsmarkt.

Deze overeenkomst is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst, alsook aan de regelgeving die van toepassing is in de bevoegde gefedereerde entiteit.

De arbeidsprestaties in het kader van deze overeenkomst kunnen enkel worden verricht voor zover de werknemer steeds in de door de toepasselijke regelgeving vastgestelde voorwaarden is om arbeidsprestaties te leveren in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst.

Ter informatie van de werknemer, wordt de regelgeving die van toepassing is in de bevoegde gefedereerde entiteit of een samenvatting ervan verplicht in bijlage bij deze arbeidsovereenkomst gevoegd.

**Artikel 2.** De werknemer wordt aangeworven met het oog op het verrichten van de volgende activiteiten.....

**Artikel 3.** De maximumduur van de prestaties bedraagt.....

**Artikel 4.** Het bedrag van het loon dat aan de werknemer wordt toegekend per begonnen arbeidsuur bedraagt.....

**Artikel 5.** De werknemer, de werkgever en de gebruiker zijn elkaar eerbied en achting verschuldigd gedurende de uitvoering van deze overeenkomst.

Gedurende de uitvoering van deze overeenkomst moeten zij de welvoeglijkheid en de goede zeden in acht nemen en doen in acht nemen.

**Artikel 6.** De werknemer is verplicht:

1° zijn werk zorgvuldig, eerlijk en nauwkeurig te verrichten, op tijd, plaats en wijze zoals is overeengekomen;

2° te handelen volgens de bevelen en richtlijnen die hem door de werkgever of de gebruiker worden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;

3° zowel gedurende de overeenkomst als na het beëindigen daarvan, zich ervan te onthouden het geheim in verband met persoonlijke of vertrouwelijke aangelegenheden, waarvan hij in de uitoefening van zijn beroepsarbeid kennis kan hebben, bekend te maken;

4° zich te onthouden van al wat schade kan berokkenen hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkgever, van de gebruiker of van derden;

5° het hem voor de uitvoering van zijn arbeidsprestatie toevertrouwde arbeidsgereedschap en de ongebruikte grondstoffen in goede staat aan de werkgever of de gebruiker terug te geven.

**Artikel 7.** Ingeval de werknemer bij de uitvoering van zijn overeenkomst de werkgever of derden, met inbegrip van de gebruiker, schade berokkent, is hij enkel aansprakelijk voor zijn bedrog en zijn zware schuld.

**Artikel 8.** De werknemer is niet verantwoordelijk voor de beschadiging of de sleet toe te schrijven aan het regelmatig gebruik van het voorwerp, noch voor het toevallig verlies ervan.

**Artikel 9.** De werkgever is verplicht:

1° de werknemer te doen arbeiden op de wijze, tijd en plaats zoals is overeengekomen en, zo de omstandigheden dit vereisen, ervoor te zorgen dat de nodige hulpmiddelen en materialen door de gebruiker ter beschikking van de werknemer worden gesteld;

2° ervoor te zorgen dat het loon betaald wordt op de wijze en tijd zoals is overeengekomen;

3° desgevallend, te zorgen voor een gepaste vorming.

**Artikel 10.** In geval, in het kader van de arbeidsprestatie, hulpmiddelen en materieel ter beschikking van de werknemer dienen te worden gesteld door de gebruiker, moet deze laatste ervoor zorgen dat deze hulpmiddelen en dit materieel in goede staat verkeren.

**Artikel 11.** De werkgever en de gebruiker moeten er als een goede huisvader voor zorgen dat de arbeid wordt verricht in behoorlijke omstandigheden met betrekking tot de veiligheid en de gezondheid van de werknemer.

**Artikel 12.** De uitvoering van deze overeenkomst wordt geschorst in de gevallen bepaald bij de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst, met name:

- door overmacht ontstane gebeurtenissen, wanneer ze enkel tijdelijk de uitvoering van de PWA-arbeidsovereenkomst schorsen;

- tijdens de periodes van verlof en arbeidsonderbreking;

- tijdens de periodes van jaarlijkse vakantie van de werknemer;

- ter gelegenheid van familiegebeurtenissen, voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, in geval van verschijning voor het gerecht en om dwingende redenen, zoals door de Koning worden bepaald;

- gedurende de tijd waarin de werknemer van het werk afwezig is om te reageren op een werkaanbieding;

- wanneer de werknemer in de onmogelijkheid is om zijn werk te verrichten ten gevolge van ziekte of ongeval.

De werknemer verbindt zich ertoe de gebruiker onmiddellijk van deze schorsing op de hoogte te brengen.

**Artikel 13.** Er is geen loon verschuldigd tijdens de periodes van schorsing van deze overeenkomst.

**Artikel 14.** Behoudens de algemene wijzen waarop de verbintenissen tenietgaan, nemen de verbintenissen voortspuitend uit deze overeenkomst een einde:

1° door de dood van de werknemer;

2° door overmacht;

3° door de wil van de werkgever of de werknemer volgens de nadere regels die in artikel 15 van deze overeenkomst in herinnering worden gebracht;

4° wanneer de werknemer niet langer beantwoordt aan de voorwaarden om in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst arbeidsprestaties te verrichten.

**Artikel 15.** Deze overeenkomst kan door de werkgever of door de werknemer worden opgezegd middels een opzeggingstermijn van 7 dagen die ingaat de dag volgend op de kennisgeving.

De kennisgeving van de opzegging geschiedt door afgifte van een geschrift aan de andere partij.

Niettemin, in geval de werknemer een andere dienstbetrekking heeft gevonden, kan deze overeenkomst worden beëindigd zonder opzegging.

Wanneer de kennisgeving van de opzegging uitgaat van de werkgever, dient het geschrift melding te maken van de reden van ontslag.

**Gedaan te....., op..... in twee exemplaren.**

**de werknemer**

**de werkgever**

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2017 tot vervanging van de bijlage "PWA-arbeidsovereenkomst" van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot vaststelling van een model van de PWA-arbeidsovereenkomst en tot uitvoering van artikel 17, 3°, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Werk,  
K. PEETERS

Nota's

[1] Voor de identificatie van de werknemer: zie art. 4, § 1, tweede lid, eerste gedachtestreep, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst.

[2] Voor de identificatie van de werkgever: zie art. 4, § 1, tweede lid, tweede gedachtestreep, van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C - 2017/41016]

**21 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Comité de gestion portant fixation du plan du personnel de l'Office National de l'Emploi**

Le Comité de gestion,

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 19, § 1<sup>er</sup> ;

Vu le cinquième contrat d'administration de l'Office national de l'Emploi, approuvé par le Comité de gestion le 4 mars 2016 et par le Gouvernement, après délibération en conseil des Ministres le 11 mars 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant classification des fonctions de niveau A publié au *Moniteur belge* du 22 janvier 2008 ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2003 relatif à la désignation, à l'exercice et à la pondération des fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale, publié au *Moniteur belge* du 8 février 2008 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 novembre 2017 ;

Vu la concertation au sein du Comité intermédiaire de concertation de l'Office national de l'Emploi le 13 décembre 2017 ;

Vu l'avis du Commissaire du gouvernement du Budget, donné le 19 décembre 2017 ;

Vu la décision du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi en sa séance du 21 décembre 2017,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le plan de personnel de l'Office national de l'Emploi pour 2018 est fixé conformément au tableau annexé.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C - 2017/41016]

**21 DECEMBER 2017. — Besluit van het Beheerscomité tot vaststelling van het personeelsplan van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening**

Het Beheerscomité,

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende de maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, in het bijzonder artikel 19, § 1;

Gelet op de vijfde bestuursovereenkomst van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, goedgekeurd door het Beheerscomité op 4 maart 2016 en door de Regering na beraadslaging in de Ministerraad van 11 maart 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 januari 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2003 betreffende de aanduiding, de uitoefening en de weging van managementfuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 februari 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van 20 november 2017;

Gelet op het overleg in het Tussenoverlegcomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van 13 december 2017;

Gelet op het advies van de Regeringscommissaris van Begroting van 19 december 2017 ;

Gelet op de beslissing van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in zitting van 21 december 2017,

Besluit :

**Artikel 1.** Het personeelsplan van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor 2018 wordt vastgesteld overeenkomstig de tabel in bijlage;